

RIBER S.A
Société anonyme à directoire et Conseil de Surveillance
Au capital de 3.091.348,96€
Siège social : 31, Rue Casimir Perier
95873 Bezons Cedex
R.C.S Pontoise 343 006 151

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

AU 30 JUIN 2013

SOMMAIRE

	Pages
<u>RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE</u>	2-3
<u>ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2013</u>	4
<u>COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDES RESUMES AU 30 JUIN 2013</u>	5
ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDE	6-7
COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE	8
ETAT DU RESULTAT GLOBAL	9
TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE	10-11
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDE.....	12
NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES RESUMES	13-22
<u>RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES</u>	23-26

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

ACTIVITE ET EVENEMENTS IMPORTANTS DU SEMESTRE

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires consolidé de Riber pour le premier semestre 2013 s'est établi à 7,8 M€, à comparer à 9,4 M€ pour la même période de l'exercice précédent.

Le chiffre d'affaires par ligne de produits se décompose comme suit :

M€	S1 2013	S1 2012	Evolution *
Systèmes	4,8	6,4	-25 %
Services et accessoires	2,5	2,2	14 %
Cellules et sources	0,5	0,8	-29 %
Total CA publié	7,8	9,4	-16 %

* pourcentages calculés sur des bases en euros

Au cours du semestre, la société a facturé cinq machines MBE contre six au 1er semestre 2012. Les ventes de services et accessoires sont en progression de 14 % par rapport à l'année précédente et ce, malgré le ralentissement de la fourniture de services aux industriels. Riber bénéficie du développement des ventes auprès des laboratoires de recherche sous l'effet du plan d'actions commerciales mis en œuvre en 2012.

Les ventes de cellules et sources d'évaporation sont impactées par l'absence actuelle de livraison d'équipements destinés à la production d'écrans plats OLED ou de panneaux solaires en couches minces. Riber maintient un effort de recherche important sur ces marchés structurellement porteurs tout en renforçant sa présence commerciale en Corée du Sud par l'ouverture d'une filiale.

Au 30 juin 2013, les ventes de RIBER se répartissent entre l'Asie (45 %), l'Amérique du Nord (33 %) et l'Europe (22 %).

Résultat

La marge brute avant variation des provisions de stocks s'établit à 2.338 K€ soit 30% du chiffre d'affaires contre une marge de 3.021 K€ au 30 juin 2012. Sa baisse s'explique par l'évolution défavorable du chiffre d'affaires.

Au cours du premier semestre 2013, l'application des règles de provisionnement des stocks entraine une dotation nette complémentaire de 169 K€ (contre une dotation de 174 K€ au premier semestre 2012), en lien essentiellement avec la baisse de rotation des références relatives aux cellules d'effusion. Après prise en compte, la marge brute s'établit à 2.169 K€ (2.847 K€ au 30 juin 2012).

Les charges commerciales (2.337 K€) augmentent de 165 K€ du fait de la hausse du poste des commissions dues aux agents (166 K€).

Après activation et prise en compte du Crédit Impôt Recherche, le poste recherche et développement (750 K€) s'inscrit en baisse de 133 K€ du fait de l'accroissement du CIR. Durant le premier semestre, Riber a maintenu son effort d'innovation dans le domaine des systèmes MBE (mise au point de deux nouveaux modèles destinés au monde de la recherche et développement d'une nouvelle gamme destinée aux industriels) et des cellules d'effusion destinées en particulier à l'industrie solaire et à la production d'OLED. Enfin, la société poursuit, en partenariat avec IMEC, un programme de recherche pluriannuel pour l'intégration et le développement de la MBE dans la chaîne de production Silicium.

Les charges administratives (1.083 K€) sont stables par rapport à la même période de l'exercice précédent.

Le résultat financier est positif de 11 K€ contre un résultat positif de 123 K€ au 30 juin 2012. Cette évolution s'explique essentiellement par un résultat de change moins favorable.

Le résultat semestriel net (part du groupe) présente une perte de 1.989 K€ contre une perte nette de 1.043 K€ au 30 juin de l'exercice précédent. Avec environ un tiers du chiffre d'affaires réalisé au premier semestre, mais la moitié des charges fixes, les résultats au 30 juin ne peuvent être extrapolés sur l'ensemble de l'année.

Trésorerie et investissements

Le niveau de trésorerie à fin juin 2013 est de 4,1 M€, en baisse de 1,2 M€ par rapport à décembre 2012, les flux de trésorerie liés à l'activité ne pouvant couvrir sur le semestre les efforts d'innovation et d'investissements engagés sur la période pour (0,5 M€) et le versement des dividendes au titre des résultats 2012 (0,8 M€). La société reste désendettée.

Durant la période, Riber a poursuivi le renouvellement et l'automatisation de son infrastructure de production et achevé la réhabilitation d'une importante zone placée en réserve foncière sur le site de Bezons.

Effectifs

L'effectif du groupe (contrats CDD et CDI) au cours du premier semestre 2013 s'élevait à 115 personnes (108 au premier semestre 2012). L'augmentation des effectifs résulte du plan de recrutement décidé début 2011 afin d'accompagner le développement de la société au travers des fonctions de R&D, commerce et production (dont 2 postes en CDD supplémentaires). Le personnel intérimaire représente l'équivalent de 2 personnes (7 au premier semestre 2012).

Evénements significatifs

La composition du Conseil de Surveillance de Riber a été modifiée à la suite de la démission de Monsieur Bernard Raboutet de ses fonctions de membre du Conseil de Surveillance le 5 février 2013 et à la cooptation par le Conseil de Surveillance, lors de sa réunion du 3 avril 2013, de Messieurs Dominique Pons et Gildas Sorin en remplacement de Messieurs Jacques Kielwasser et Bernard Raboutet démissionnaires. Ces nominations ont été ratifiées par l'Assemblée Générale Mixte du 31 mai 2013 ainsi que la nomination de Monsieur Max de Minden en tant que nouveau membre du Conseil de Surveillance.

Evénements postérieurs à la clôture

Afin d'accompagner son développement sur le marché des OLED et renforcer ses positions commerciales en Asie, Riber a ouvert début septembre 2013 une filiale en Corée du Sud.

Au cours du mois d'août 2013, la presse a évoqué un dépôt de plainte par le second actionnaire de Riber au sujet de la communication financière de la société. A ce jour, la société n'a pas connaissance du contenu exact de la plainte. Consciente de la qualité de ses procédures et soucieuse de défendre ses intérêts, la société a décidé de porter plainte pour dénonciation calomnieuse.

EVOLUTION PREVISIBLE DE L'ACTIVITE AU COURS DE L'EXERCICE 2013 – PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES

Le carnet de commandes au 30 juin 2013 s'élève à 11,7 M€, en diminution de 46 % par rapport au 30 juin 2012. Par ligne de produits, il se décompose comme suit :

M€	S1 2013	S1 2012	Evolution *
Carnet de commandes systèmes	10,2	18,8	-46 %
Carnet de commandes services et accessoires	1,3	1,7	-24 %
Carnet de commandes cellules et sources	0,2	1,0	-81 %
Total carnet de commandes	11,7	21,5	-46 %

* pourcentages calculés sur des bases en euros

Au cours du 1^{ier} semestre 2013, RIBER a obtenu cinq commandes de systèmes MBE pour des laboratoires de recherche en Chine, en Inde, en Russie et aux Etats-Unis, contre huit systèmes de recherche au 2nd semestre 2012. Au 30 juin 2013, le carnet est composé de 12 systèmes pour l'essentiel livrables en 2013.

Comme annoncé précédemment, la diminution du carnet de commandes de cellules et sources s'explique par une période de transition entre deux vagues d'investissements dans le secteur des OLED. Riber poursuit pour autant la mise au point d'une nouvelle génération de gamme de cellules OLED afin de renforcer ses positions commerciales dans ce secteur porteur.

Dans le secteur des panneaux solaires, Riber subit les difficultés du marché, essentiellement dues à des phénomènes conjoncturels (surstockage de la part des acteurs chinois).

Compte tenu du carnet de commandes actuel et du programme de livraison d'ici la fin de l'exercice, le chiffre d'affaires 2013 devrait s'établir entre 24 et 26 M€, permettant d'atteindre un résultat net bénéficiaire en 2013.

Il n'est pas anticipé pour les six mois restants de l'exercice de risques et incertitudes autres que ceux décrits au paragraphe 12 des annexes aux comptes consolidés 2012 publiés le 24 avril 2013.

TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Le Groupe n'a pas d'autre partie liée que ses dirigeants. La rémunération des organes d'administration et de surveillance est indiquée au paragraphe 7.5 des notes annexes aux comptes consolidés.

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2013

« J'atteste qu'à ma connaissance les comptes semestriels consolidés résumés pour le premier semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-après présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice et de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre parties liées, ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice. »

Bezons, le 26 septembre 2013,

Frédéric GOUTARD
Président du Directoire de Riber SA

COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDES RESUMES AU 30 JUIN 2013

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDE

BILAN ACTIF

(En milliers d'euros)	Note	30 juin 2013	31 décembre 2012
Ecart d'acquisition	(6.1)	820	820
Immobilisations incorporelles	(6.2)	1 973	1 866
Immobilisations corporelles	(6.3)	8 153	8 131
Actifs financiers	(6.4)	159	156
Impôts différés actifs	(6.13)	-	-
TOTAL DE L'ACTIF NON COURANT		11 105	10 973
Stocks et en-cours	(6.5)	11 852	10 279
Créances Clients	(6.6)	5 653	8 000
Autres actifs courants	(6.7)	2 300	1 735
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(6.8)	4 109	5 329
TOTAL DE L'ACTIF COURANT		23 914	25 343
TOTAL DE L'ACTIF		35 019	36 316

BILAN PASSIF

(En milliers d'euros)	Note	30 juin 2013	31 décembre 2012
CAPITAUX PROPRES			
Capital social	(6.15)	3 091	3 091
Primes		21 609	22 466
Réserves		523	(1 504)
Ecart de conversion		35	46
Résultat groupe		(1 989)	1 924
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE		23 269	26 023
Participation ne donnant pas le contrôle		-	-
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES		23 269	26 023
Passifs financiers à plus d'un an	(6.9)	-	-
Impôts différés passifs	(6.13)	82	82
Provisions non courantes	(6.10)	750	709
TOTAL DU PASSIF NON COURANT		832	791
Passifs financiers à moins d'un an	(6.9)	40	40
Provisions courantes	(6.10)	334	418
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	(6.11)	4 137	2 595
Dettes d'impôt		-	-
Autres dettes	(6.12)	6 407	6 449
TOTAL DU PASSIF COURANT		10 918	9 502
TOTAL DU PASSIF		35 019	36 316

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

(En milliers d'euros)	Note	30 juin 2013	30 juin 2012
Chiffre d'affaires	(7.1)	7 839	9 374
Coût des produits vendus		(5 501)	(6 353)
Variation des provisions sur stock	(6.5)	(169)	(174)
MARGE BRUTE		2 169	2 847
Commercial	(7.2)	(2 337)	(2 172)
Recherche et développement	(7.3)	(750)	(883)
Administration		(1 083)	(1 089)
Autres charges et produits opérationnels		2	131
RESULTAT OPERATIONNEL		(2 000)	(1 166)
Coût de l'endettement financier net	(7.6)	-	-
Autres produits et charges financiers	(7.6)	11	123
Impôts sur les résultats		-	-
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		(1 989)	(1 043)
Participation ne donnant pas le contrôle		-	-
RESULTAT NET (PART DU GROUPE)		(1 989)	(1 043)
Résultat de base par action	(4)	(0,11)	(0,06)
Résultat dilué par action	(4)	(0,11)	(0,06)

ETAT DU RESULTAT GLOBAL

(En milliers d'euros)	30 juin 2013	30 juin 2012
Résultat net	(1 989)	(1 043)
Instruments financiers	-	(61)
Ecart de conversion	(11)	(21)
Total des autres éléments du résultat global	(11)	(82)
Résultat Global	(2 000)	(1 125)
Dont: Part du groupe	(2 000)	(1 125)
Participation ne donnant pas le contrôle	-	-

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE

(En milliers d'euros)	Notes	30 juin 2013	30 juin 2012
Résultat net		(1 989)	(1 043)
Dotations nettes aux amortissements et provisions		496	394
Juste valeur des instruments financiers de change		1	25
Plus ou moins values de cession		-	-
Charges et produits calculés liés aux rachats d'actions propres		3	(26)
Autres produits sans incidence sur la trésorerie		1	-
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt		(1 488)	(650)
Charge/ (Produits) d'impôt (dont Impôts différés)		-	-
Elimination du coût de l'endettement financier		-	-
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt		(1 488)	(650)
Incidence de la variation du besoin en fond de roulement		1 514	(2 642)
Impôts payés			(231)
Flux de trésorerie généré par l'activité		26	(3 523)
Incidence des variations de périmètre			
Décassements provenant de l'acquisition d'immobilisations incorporelles	(6.2)	(323)	(547)
Décassements provenant de l'acquisition d'immobilisations corporelles	(6.3)	(344)	(523)
Variation des dettes fournisseurs d'immobilisations corporelles et incorporelles		178	(79)
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations corporelles et incorporelles		-	-
Décassements provenant de l'acquisition d'immobilisations financières		-	-
Variation nette des prêts et créances financières		(3)	26
Autres flux liés aux opérations d'investissements		-	-
Flux de trésorerie provenant des opérations d'investissement		(492)	(1 123)
Augmentation de capital		-	-
Rachat et reventes d'actions propres		-	-
Intérêts financiers nets versés		-	-
Encaissements provenant de nouveaux emprunts	(6.9)	-	-
Remboursements d'emprunts	(6.9)	-	(8)
Dividendes versés	(6.15)	(757)	(1 514)
Flux de trésorerie provenant des opérations de financement		(757)	(1 522)
Incidences des variations de taux de change		3	28
Variation de trésorerie		(1 220)	(6 140)
Trésorerie à l'ouverture	(6.8)	5 329	12 125
Trésorerie à la clôture	(6.8)	4 109	5 984
Variation de trésorerie		(1 220)	(6 140)

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE – ANALYSE DE LA VARIATION DU BFR

(En milliers d'euros)	30 juin 2013	30 juin 2012
Stocks	(1 573)	(3 208)
Clients et comptes rattachés	2 353	(388)
Avances et acomptes versés sur commandes	57	(36)
Créances sur organismes sociaux	81	(20)
Créances d'impôt (hors IS)	(589)	(255)
Autres créances	(128)	(91)
Charges constatées d'avance	(1)	(2)
Sous-total	200	(4 000)
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 386	48
Clients avances et acomptes reçus	351	1 960
Dettes sociales	(321)	(324)
Dettes fiscales	(122)	(35)
Autres dettes	(13)	(195)
Produits constatés d'avance	33	(96)
Sous-total	1 314	1 358
Total	1 514	(2 642)

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDE

<i>(En milliers d'euros, sauf données par action)</i>	Nombre d'actions	Montant du capital	Primes d'émission	Réserves consolidées	Résultat consolidé	Ecart de conversion	Total des capitaux propres (part groupe)
Capitaux propres au 31/12/2011	19 320 931	3 091	23 980	(5 688)	4 290	23	25 696
Affectation du résultat				4 290	(4 290)		
Résultat net de la période					(1 043)		(1 043)
<i>Instruments financiers net d'impôt</i>				(61)			(61)
<i>Ecart de conversion</i>						(21)	(21)
Autres éléments du résultat global				(61)		(21)	(82)
Résultat global de la période				(61)	(1 043)	(21)	(1 125)
Acquisition ou cession de titres d'auto-contrôle				(26)			(26)
Dividendes versés			(1 514)				(1 514)
Augmentation de capital							
Total des transactions avec les actionnaires			(1 514)	(26)			(1 539)
Capitaux propres au 30/06/2012	19 320 931	3 091	22 466	(1 485)	(1 043)	2	23 031

Capitaux propres au 31/12/2012	19 320 931	3 091	22 466	(1 504)	1 924	45	26 023
Affectation du résultat				1 924	(1 924)		
Résultat net de la période					(1 989)		(1 989)
<i>Instruments financiers net d'impôt</i>							
<i>Ecart de conversion</i>						(11)	(11)
<i>Ecart actuariel sur les retraites net d'ID</i>							
Autres éléments du résultat global						(11)	(11)
Résultat global de la période					(1 989)	(11)	(1 999)
Acquisition ou cession de titres d'auto-contrôle				3			3
Reclassement des dividendes sur titres d'auto-contrôle			(84)	84			
Dividendes versés			(773)	16			(757)
Augmentation de capital							
Total des transactions avec les actionnaires			(857)	103			(754)
Capitaux propres au 30/06/2013	19 320 931	3 091	21 609	523	(1 989)	35	23 269

NOTES ANNEXES AUX COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDES RESUMES AU 30 JUIN 2013

1 INFORMATIONS GENERALES

Riber SA et sa filiale (« le Groupe ») développent, fabriquent et vendent des systèmes d'épitanie par jets moléculaires (technologie EJM appelée aussi MBE, *molecular beam epitaxy*) ainsi que des sources d'évaporation et des cellules destinées à l'industrie des semi-conducteurs. Ces équipements de haute technologie sont essentiels pour la fabrication des matériaux semi-conducteurs composés et de nouveaux matériaux qui sont utilisés dans de nombreuses applications grand public, notamment pour les nouvelles Technologies de l'Information, les écrans plats OLED, et les nouvelles générations de cellules solaires.

Riber SA est une société anonyme dont les actions sont cotées sur le compartiment C de la Bourse Euronext de Paris et dont le siège social est situé 31 Rue Casimir Perier, 95 873 Bezons.

Les présents états financiers consolidés résumés ont été arrêtés par le Directoire et le Conseil de Surveillance le 26 septembre 2013 qui a autorisé leur publication le lendemain.

2 EVENEMENTS MAJEURS DU PREMIER SEMESTRE 2013

La composition du Conseil de Surveillance de Riber a été modifiée à la suite de la démission de Monsieur Bernard Raboutet de ses fonctions de membre du Conseil de Surveillance le 5 février 2013 et à la cooptation par le Conseil de Surveillance, lors de sa réunion du 3 avril 2013, de Messieurs Dominique Pons et Gildas Sorin en remplacement de Messieurs Jacques Kielwasser et Bernard Raboutet démissionnaires. Ces nominations ont été ratifiées par l'Assemblée Générale Mixte du 31 mai 2013 ainsi que la nomination de Monsieur Max de Minden en tant que nouveau membre du Conseil de Surveillance.

3 PRINCIPALES METHODES COMPTABLES

Les états financiers consolidés sont présentés en euros et toutes les valeurs sont arrondies au millier le plus proche sauf indication contraire.

3.1 Principes généraux et déclaration de conformité

Riber (« la Société ») est une entreprise domiciliée en France. Les états financiers consolidés résumés pour la période de 6 mois prenant fin le 30 juin 2013 comprennent la Société et sa filiale (l'ensemble désigné comme « le Groupe »). Ils sont présentés en euros, monnaie fonctionnelle de la société, et toutes les valeurs sont arrondies au millier le plus proche sauf indication contraire.

En application du règlement n°1126/2008 du Conseil Européen adopté le 3 novembre 2008, les états financiers consolidés résumés du Groupe RIBER au 30 juin 2013 ont été établis en conformité avec les normes comptables internationales telles qu'approuvées par l'Union Européenne au 30 juin 2013 et qui sont d'application obligatoire à cette date, avec, en comparatif, le premier semestre 2012 retraité si besoin selon le même référentiel.

Les normes comptables internationales comprennent les IFRS (*International Financial Reporting Standards*), les IAS (*International Accounting Standards*), et leurs interprétations IFRIC (*International Financial Reporting Interpretations Committee*) et SIC (*Standing Interpretations Committee*).

L'ensemble des textes adoptés par l'Union Européenne est disponible sur le site internet de la Commission Européenne à l'adresse suivante : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm.

Au 30 juin 2013, les méthodes comptables appliquées par le Groupe dans les états financiers intermédiaires résumés sont identiques à celles utilisées dans les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2012.

3.2 Référentiel IFRS appliqué

Les méthodes comptables et les modalités de calcul adoptées dans les comptes semestriels 2013 sont identiques à celles des comptes consolidés au 31 décembre 2012, à l'exception des points ci-dessous :

Les normes suivantes sont applicables à compter du 1er janvier 2013 mais n'ont pas d'impact significatif sur l'information financière présentée.

- IFRS 13 « Evaluation de la juste valeur » ;
- Amendements IFRS1, Hyperinflation grave et suppression des dates d'application fermes pour les nouveaux adoptants – Prêts gouvernementaux ;

- les amendements à IAS 12 intitulés « Impôts différés : recouvrement des actifs sous-jacents » ;
- les amendements à IFRS 7 sur les informations à fournir se rapportant à la compensation des actifs financiers et des passifs financiers ;
- les amendements IAS 19, Avantages du personnel. Les amendements relatifs à IAS 19 avaient été anticipés dans les comptes au 31 décembre 2012.

Les nouvelles normes, amendements à des normes existantes et interprétations suivantes ont été publiées mais ne sont pas applicables au 30 juin 2013 et n'auront pas d'impact pour le groupe Riber :

- IFRS 10 « Etats financiers consolidés » ;
- IFRS 11 « Partenariats » ;
- IFRS 12 « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités » ;
- Les amendements à IAS 27 révisée « Etats financiers consolidés et individuels »
- Les amendements à IAS 28 « Participations dans des entreprises associées »

3.3 Estimations et jugements comptables déterminants

La préparation des états financiers consolidés conformément aux IFRS nécessite de retenir certaines estimations comptables qui peuvent être déterminantes et qui sont susceptibles d'affecter les montants d'actifs et de passifs figurant au bilan ainsi que les charges et produits du compte de résultat. Il est possible que les montants effectifs connus ultérieurement soient différents des estimations et hypothèses retenues.

Les estimations et jugements, qui sont continuellement mis à jour, sont fondés sur des informations historiques et sur d'autres facteurs, notamment les anticipations d'événements futurs jugés raisonnables au vue des circonstances.

Les principales estimations et jugements comptables effectués par le Groupe portent sur les points suivants :

- Valeur de réalisation de certains stocks
- Appréciation du risque client et provisions correspondantes
- Tests de dépréciation lorsque la valeur recouvrable est déterminée selon la valeur d'utilité
- Provisions pour risques et charges
- Activation des impôts différés résultant des déficits fiscaux

3.4 Méthodes comptables

Les états financiers consolidés résumés au 30 juin 2013 sont établis en conformité avec la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». S'agissant de comptes résumés, ils n'intègrent pas toutes les informations et notes annexes requises pour l'établissement des états financiers annuels complets, et à ce titre ils doivent être lus en liaison avec les états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2012 publiés au sein du rapport annuel 2012 et disponibles sur le site de la société dans sa version en Français (www.riber.com, rubrique Investisseurs/Rapports financiers/Assemblée des actionnaires).

En particulier, les méthodes comptables appliquées par le Groupe ne sont pas reprises dans les comptes consolidés résumés.

4 RESULTAT PAR ACTION : BASE DE CALCUL

Le résultat par action non dilué est obtenu en divisant le résultat net par le nombre moyen sur la période d'actions composant le capital. Pour le résultat par action dilué, la moyenne pondérée des actions ordinaires en circulation est ajustée pour tenir compte de la conversion en actions ordinaires potentiellement dilutives, des options accordées au personnel.

	30 juin 2013	30 juin 2012
Moyenne pondérée des actions ordinaires composant le capital et servant à calculer le résultat par action non dilué	18 917 548	18 934 336
Actions ordinaires potentielles dans l'hypothèse de l'exercice de la totalité des bons/options de souscription	-	-
Moyenne pondérée des actions ordinaires et potentiellement dilutives servant à calculer le résultat par action dilué	18 917 584	18 934 336

Les titres auto-détenus portés en déduction des capitaux propres consolidés ont été exclus du nombre moyen pondéré des actions en circulation pour leur montant moyen au 30 juin 2013, soit 403.383 actions.

5 PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Sociétés consolidées par intégration globale :

Société	Siège	% contrôle	% d'intérêt
Riber SA	31 rue Casimir Perier 95873 BEZONS France	Mère	Mère
Riber Inc	15 Liberty Street, Metuchen NJ 08840 USA	100	100

6 NOTES SUR LE BILAN

6.1 ECART D'ACQUISITION

L'écart d'acquisition correspond à l'acquisition de la société Addon SAS en 2004. Le montant de l'écart d'acquisition initial était de 2.156 K€. L'opération de transmission du patrimoine d'Addon SAS vers Riber SA en 2008 n'a pas eu d'incidence sur la valeur de l'écart d'acquisition.

Aucun mouvement n'a affecté ce poste au 30 juin 2013. A la clôture de chaque exercice, un test de dépréciation a été formalisé consistant à comparer les actifs et passifs de la société Addon SAS, ainsi que l'écart d'acquisition dégagé, aux flux futurs de trésorerie actualisés issus des prévisions d'activité et de résultat de cette société.

Un test de dépréciation a conduit au 31 décembre 2006 à constater une perte de valeur sur l'écart d'acquisition de 486 K€ afin de ramener celui-ci à une valeur nette de 1.670 K€. Une perte de valeur complémentaire de 850 K€ a été comptabilisée au 31 décembre 2007 du fait de la diminution du chiffre d'affaires de cette filiale en 2007 et des perspectives futures de vente.

Un test de dépréciation a été réalisé à fin 2012 sur la base des hypothèses suivantes :

- périmètre : activité « cellules et sources »
- taux d'actualisation après impôts : 10,00 %
- durée des prévisions établies : 5 ans
- taux de croissance terminale de l'activité : 2 %

Les résultats de ce test ont conduit à maintenir l'évaluation inchangée et la valeur nette de cet écart d'acquisition au 31 décembre 2012 était de 820 K€. Au 30 juin 2013, la société estime qu'aucun indice de perte de valeur n'est apparu sur la période.

6.2 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

(En milliers d'euros)	Concessions et brevets	Marques	Frais de développement	Autres immo incorp et en cours	Total
Valeurs brutes à l'ouverture	1 183	80	1 898	704	3 865
Amortissements cumulés à l'ouverture	(1 032)	-	(831)	(136)	(1 999)
Valeurs nettes comptables à l'ouverture	151	80	1 067	568	1 866
Différences de change	-	-	-	-	-
Acquisitions	11	-	226	86	323
Cessions	-	-	-	-	-
Reclassement	-	-	-	-	-
Dotations, reprises aux amortissements	(34)	-	(165)	(17)	(216)
Valeurs brutes à la clôture	1 194	80	2 124	790	4 188
Amortissements cumulés à la clôture	(1 066)	-	(996)	(153)	(2 215)
Valeurs nettes comptables à la clôture	128	80	1 128	637	1 973

L'accroissement des immobilisations incorporelles provient essentiellement de l'immobilisation des frais d'études d'une nouvelle machine MBE de production. Les frais de R&D activés au 30 juin viennent en contrepartie de la rubrique « R&D » (226 K€).

6.3 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

(En milliers d'euros)	Terrains	Construc- tions	Installations techniques et agencements	Mobiliers et materiel informatique	Immob. en cours	Total
Valeurs brutes à l'ouverture	2 335	778	10 619	631	563	14 926
Amortissements cumulés à l'ouverture	-	(234)	(6 041)	(520)	-	(6 795)
Valeurs nettes comptables à l'ouverture	2 335	544	4 578	111	563	8 131
Différences de change	-	-	-	-	-	-
Acquisitions	-	-	325	17	2	344
Cessions	-	-	-	-	-	-
Reclassement	-	-	563	-	(563)	-
Dotations et reprises aux amortissements	-	(18)	(282)	(22)	-	(322)
Valeurs brutes à la clôture	2 335	778	11 507	648	2	15 270
Amortissements cumulés à la clôture	-	(252)	(6 323)	(542)	-	(7 117)
Valeurs nettes comptables à la clôture	2 335	526	5 184	106	2	8 153

La variation des immobilisations en cours provient de la fin d'un important chantier engagé fin 2011 (réhabilitation d'un atelier sur le site de Bezons, actuellement placé en réserve foncière). Ces travaux faciliteront une extension des capacités de production dès que nécessaire.

6.4 ACTIFS FINANCIERS

(En milliers d'euros)	30 juin 2013	31 décembre 2012
Liquidité sur contrat d'animation de cours	157	156
Dépôts et cautionnement	2	-
Total	159	156

6.5 STOCKS ET EN-COURS

(En milliers d'euros)	Matières premières et approvision- nements	Produits intermédiaires	En cours	Produits finis	Total
Valeurs brutes à l'ouverture	7 391	2 359	2 645	1 773	14 168
Provisions cumulées à l'ouverture	(2 422)	(709)	(58)	(700)	(3 889)
Valeurs nettes comptables à l'ouverture	4 969	1 650	2 587	1 073	10 279
Différences de change	-	-	-	1	1
Variations de périmètre	-	-	-	-	-
Variations	310	336	1 055	40	1 741
Reclassement	-	-	-	-	-
Provision	(117)	(55)	(2)	5	(169)
Valeurs brutes à la clôture	7 701	2 695	3 700	1 814	15 910
Provisions cumulées à la clôture	(2 539)	(764)	(60)	(695)	(4 058)
Valeurs nettes comptables à la clôture	5 162	1 931	3 640	1 119	11 852

La hausse des stocks d'en cours est imputable à l'augmentation du nombre de systèmes EJM en phase d'assemblage au 30 juin 2013 et dont la livraison est prévue au cours du second semestre.

6.6 CREANCES CLIENTS

(En milliers d'euros)	30 juin 2013	31 décembre 2012
Créances clients et comptes rattachés	5 843	8 101
Provision pour dépréciation	(190)	(101)
Valeur nette des créances clients et comptes rattachés	5 653	8 000

La diminution des créances s'explique par le recouvrement des ventes livrées fin 2012 et par une moindre activité au cours du 1^{er} semestre 2013.

6.7 AUTRES ACTIFS COURANTS

(En milliers d'euros)	Avances et acomptes sur commandes	Créances sur personnel & org. sociaux	Etat créances d'impôt (Hors IS)	Etat créances d'impôt sur les bénéfices	Autres créances	Charges constatées d'avance	Total
Valeurs brutes à l'ouverture	134	116	286	1 123	47	73	1 779
Provisions cumulées à l'ouverture	(44)	-	-	-	-	-	(44)
Valeurs nettes comptables à l'ouverture	90	116	286	1 123	47	73	1 735
Différences de change	-	-	-	-	-	-	-
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-
Variations	46	(80)	190	382	25	1	564
Reclassement	-	-	-	-	-	-	-
Provision	-	-	-	-	-	-	-
Valeurs brutes à la clôture	180	36	476	1 505	72	74	2 343
Provisions cumulées à la clôture	(44)	-	-	-	-	-	(44)
Valeurs nettes comptables à la clôture	136	36	476	1 505	72	74	2 300

La progression des créances d'impôts sur les bénéfices est liée au crédit d'impôt recherche. Les autres créances d'impôt augmentent du fait d'une créance de TVA recouvrée après la clôture au 30 juin 2013.

6.8 TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

(En milliers d'euros)	30 juin 2013	31 décembre 2012
Disponibilités	1 309	1 529
Valeurs mobilières de placement	2 800	3 800
Trésorerie active	4 109	5 329
Trésorerie nette	4 109	5 329

La société investit ses excédents de trésorerie sur des valeurs mobilières de placement à fort coefficient de liquidité : comptes à terme ouverts auprès de ses deux partenaires bancaires (2,8 M€ à fin juin 2013). Ces titres sont valorisés à leur valeur de marché à la clôture. Aucun risque de perte de valeur n'est supporté sur ces valeurs mobilières de placement.

Le niveau de trésorerie à fin juin 2013 est de 4,1 M€, en baisse de 1,2 M€ par rapport à décembre 2012, les flux de trésorerie liés à l'activité ne pouvant couvrir sur le semestre les efforts d'innovation et d'investissements engagés sur la période pour (0,5 M€) et le versement des dividendes au titre des résultats 2012 (0,8 M€).

6.9 PASSIFS FINANCIERS

(En milliers d'euros)	Passifs financiers courants			
	Emprunt auprès des établissements de crédit	Emprunts sur crédit bail	Comptes bancaires courants	Total courants
Solde net à l'ouverture	40	-	-	40
Différences de change	-	-	-	-
Variation de périmètre	-	-	-	-
Changement de méthode	-	-	-	-
Juste valeur	-	-	-	-
Emission	-	-	-	-
Remboursement	-	-	-	-
Reclassements	-	-	-	-
Autres mouvements	-	-	-	-
Total	40	-	-	40

Echéancier des emprunts

(En milliers d'euros)	2 013	2 014	2 015	2 016	2 017	Plus de cinq ans	Total
Emprunt auprès des établissements de crédit	40	-	-	-	-	-	40
Emprunt sur les contrats de location financement	-	-	-	-	-	-	-
Total	40	-	-	-	-	-	40

6.10 PROVISIONS

Provisions non courantes

Les provisions non courantes d'un montant de 750 K€ au 30 juin 2013 (contre 709 K€ au 31 décembre 2012) correspondent aux indemnités de départ à la retraite et aux médailles du travail.

Les engagements de retraite sont déterminés à chaque clôture annuelle selon une méthode actuarielle intégrant des hypothèses d'évolution des salaires et d'âge de départ en retraite. En l'absence d'événement majeur intervenu sur le 1er semestre 2013, le montant de la provision au 30 juin 2013 est basé sur une extrapolation du calcul annuel.

Provisions courantes

(En milliers d'euros)	Provisions pour garantie	Provisions pour litiges	Provisions pour risques	Total
Solde net à l'ouverture	323	30	65	418
Dotations	10	-	-	10
Reprises provisions utilisées	(79)	-	-	(79)
Reprises provisions non utilisées	-	(15)	-	(15)
Total	254	15	65	334

La diminution des provisions pour garantie est imputable à la baisse du chiffre d'affaires sous garantie au 30 juin 2013 par rapport à celui au 31 décembre 2012.

6.11 DETTES FOURNISSEURS

(En milliers d'euros)	30 juin 2013	31 décembre 2012
Fournisseurs de biens et services	3 900	2 501
Fournisseurs d'immobilisations	237	94
Total	4 137	2 595

L'augmentation des dettes fournisseurs s'explique par l'importance relative des approvisionnements de pièces à mi année, en lien avec le plan de production 2013.

6.12 AUTRES DETTES

(En milliers d'euros)	30 juin 2013	31 décembre 2012
Dettes fiscales et sociales	2 282	2 705
Avances reçues sur commande	3 842	3 482
Autres dettes et comptes de régularisation	54	21
Commissions à payer aux agents	219	232
Instruments dérivés	10	9
Total	6 407	6 449

Afin de gérer le risque lié aux fluctuations des taux de change, le groupe utilise des contrats de couverture à terme en devises étrangères. Ces contrats sont conclus lors de la prise de commande de chaque machine sur la base des échéances de paiement prévues au contrat. Au 30 juin 2013, deux affaires font l'objet d'une couverture de change pour un montant de 2.142 K USD. Ces contrats ont des échéances inférieures à 12 mois.

6.13 IMPOTS DIFFERES

Au 31 décembre 2012, le Groupe disposait de déficits fiscaux indéfiniment reportables sur les bénéfices fiscaux futurs de la société Riber SA. Le montant de ces déficits fiscaux s'élevait à 12,9 M€.

Au 31 décembre 2012, compte tenu du caractère relativement cyclique de l'activité, le Groupe a décidé de n'activer que les créances d'impôt différé résultant des déficits fiscaux qu'il estimait recouvrables à l'horizon d'un an.

L'impôt comptabilisé dans les comptes intermédiaires est déterminé en appliquant au résultat de la période intermédiaire avant impôt, le taux d'impôt effectif moyen estimé pour la période annuelle. Ce taux estimé étant proche de zéro, il a été décidé de ne comptabiliser aucune charge d'impôt dans les comptes intermédiaires. Dans le cadre des arrêtés futurs, si les niveaux d'activité et de rentabilité le permettent, le Groupe se réserve la possibilité d'activer les déficits à plus d'un an.

6.14 AUTRES ENGAGEMENTS

(en milliers d'euros)	30 juin 2013	31 décembre 2012
Cautions accordées aux clients	3 587	4 042

La société a consenti au 30 juin 2013, dans le cadre de 10 contrats de vente, des cautions bancaires à hauteur de 3,6 M€ aux clients concernés. Afin de garantir l'une de ces cautions, elle accorde un nantissement de compte à terme au profit de l'établissement bancaire émetteur, à hauteur de 1,1 M€.

Engagements de location simple

(en milliers d'euros)	A 1 an	A 2 ans	A 3 ans
Locations immobilières	62	67	62

Les données correspondent à la location de bureaux à Metuchen (Etats-Unis), Shanghai (Chine) et Incheon (Corée du Sud).

6.15 CAPITAUX PROPRES

Le capital s'élève à 3.091.348,96 € et est composé de 19.320.931 actions d'une valeur nominale de 0,16 €. Aucun mouvement sur le capital n'est intervenu au cours de la période.

Un dividende de 756.772 € a été versé en juin 2013 au titre de l'exercice 2012 conformément aux résolutions de l'Assemblée Générale du 31 mai 2013. La part des dividendes imputable à l'autodétention est reclassée au profit du compte de réserves (report à nouveau), conformément aux résolutions d'Assemblée Générale.

6.16 BONS DE SOUSCRIPTION D'ACTIONS ET OPTIONS DE SOUSCRIPTION D'ACTIONS

Aucune nouvelle attribution gratuite d'actions n'a eu lieu au cours des exercices 2007 à 2013 inclus.

6.17 RACHAT D'ACTIONS

Un programme de rachat d'actions a été mis en place par le Directoire suite à l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Mixte du 13 juin 2002 confirmée depuis par les Assemblées Générales Mixtes successives et notamment celle du 31 mai 2013. Un rapport d'information décrivant ce programme de rachat d'actions a été présenté aux actionnaires lors de l'Assemblée Générale Mixte du 31 mai 2013.

Au 30 Juin 2013, la Société détient 231.202 actions propres figurant en déduction des capitaux propres consolidés pour un montant brut de 309.194 € et destinées à financer des opérations de croissance externe. Sur la base de 2,80 € par action correspondant au cours de bourse moyen du mois de juin 2013, la valeur de marché de ces titres au 30 juin 2013 était de 647.365 €.

D'autre part, dans le cadre de son contrat d'animation de cours, Riber SA détenait, au 30 Juin 2013, 172.181 titres figurant également en déduction des capitaux propres consolidés pour un montant brut de 476 574 €. Sur la base de 2,80 € par action correspondant au cours de bourse moyen du mois de juin 2013, la valeur de marché de ces titres au 30 juin 2013 était de 482.107 €. La trésorerie affectée à ce contrat d'animation de cours s'élevait au 30 juin 2013 à 157 K€ et a été classée au bilan en actifs financiers.

6.18 ACTIFS ET PASSIFS EVENTUELS

Le Groupe n'a actuellement pas connaissance de fait exceptionnel, litige ou éléments liés à l'environnement susceptibles d'affecter ou d'avoir affecté substantiellement dans un passé récent son patrimoine, sa situation financière ou son résultat.

7 NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

7.1 INFORMATION SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES

L'analyse du chiffre d'affaires par ligne de produit et zone géographique est présentée ci-après :

Par ligne de produit

(en milliers d'euros)	30 juin 2013	30 juin 2012
Systèmes industriels	-	1 925
Systèmes « recherche et développement »	4 759	4 468
Cellules et sources d'effusion	538	756
Accessoires, composants, SAV.	2 542	2 225
TOTAL	7 839	9 374

Au cours du semestre, la société a facturé cinq machines MBE contre six au 1er semestre 2012. Les ventes de services et accessoires sont en progression de 14 % par rapport à l'année précédente et ce, malgré le ralentissement de la fourniture de services aux industriels. Riber bénéficie du développement des ventes auprès des laboratoires de recherche sous l'effet du plan d'actions commerciales mis en œuvre en 2012.

Les ventes de cellules et sources d'évaporation sont impactées par l'absence actuelle de livraison d'équipements destinés à la production d'écrans plats OLED ou de panneaux solaires en couches minces. Riber maintient un effort de recherche important sur ces marchés structurellement porteurs.

Par zone géographique

(en milliers d'euros)	30 juin 2013	30 juin 2012
Amérique du Nord	2 614	2 199
Asie	3 495	3 654
Europe	1 722	3 494
Autres	8	27
TOTAL	7 839	9 374

7.2 COMMERCIAL

(en milliers d'euros)	30 juin 2013	30 juin 2012
Commissions agents	(118)	48
Frais commerciaux internes	(2 219)	(2 220)
TOTAL	(2 337)	(2 172)

Les charges commerciales (2.337 K€) augmentent de 165 K€ du fait la hausse du poste des commissions aux agents (166 K€). Au cours du premier semestre 2012 le règlement d'un litige avec un ancien agent avait permis de reprendre des commissions devenues sans objet et provisionnées sur les exercices antérieurs à hauteur de 123 K€.

7.3 RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

(en milliers d'euros)	30 juin 2013	30 juin 2012
Frais bruts	(1 195)	(1 274)
Subventions	2	59
Déduction du crédit d'impôt recherche (Note 6.7)	382	232
Activation des frais de développement (Note 6.2)	226	189
Amortissement des frais de développement (Note 6.2)	(165)	(89)
TOTAL	(750)	(883)

7.4 EFFECTIF ET MONTANTS DES REMUNERATIONS

L'effectif moyen du Groupe sur la période est le suivant :

	30 juin 2013	30 juin 2012
Ingénieurs et cadres	52	49
Agents de maîtrise	16	17
Employés et ouvriers	47	42
TOTAL	115	108

La masse salariale se décompose comme suit :

(En milliers d'euros)	30 juin 2013	30 juin 2012
Salaires et traitements	(3 142)	(3 091)
Charges sociales	(1 270)	(1 212)
Participation des salariés	-	-
Autres charges de personnel	(80)	(80)
Dotation / reprise engagement retraites	(41)	16
TOTAL	(4 533)	(4 367)

L'évolution des charges de personnel s'explique principalement par les revalorisations salariales opérées en début d'année 2013 et par l'augmentation sur un an des effectifs, destinée à accompagner le développement de la société sur les fonctions R&D, commerce et production.

7.5 REMUNERATION DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE SURVEILLANCE

Au cours du premier semestre 2013, la société a versé la somme de 734 K€ (888 K€ au premier semestre 2012 intéressement inclus) aux membres de son Directoire et à ses principaux dirigeants opérationnels. La diminution s'explique par le resserrement du Comité de Direction (une personne en moins) et par la baisse des primes de performance en lien avec l'évolution défavorable de l'activité.

En juillet 2013, la société a versé la somme de 113 K€ (170 K€ en 2012) aux membres de son Conseil de Surveillance au titre des jetons de présence relatifs à l'exercice 2013, en application des résolutions de l'Assemblée Générale du 31 mai 2013. Ces dépenses ainsi que la fiscalité afférente sont intégrées à hauteur de 50% dans les comptes au 30 juin 2013.

Les membres du Directoire n'ont bénéficié d'aucun plan de stock-options ou actions gratuite au cours des exercices 2012 et 2013. Il n'existe aucun accord prévoyant une indemnisation des dirigeants en cas de départ autre que l'application des dispositions légales.

7.6 RESULTAT FINANCIER

(En milliers d'euros)	30 juin 2013	30 juin 2012
Coût de l'endettement net	-	-
Instruments de couverture de change	(1)	(25)
Autres frais et produits financiers	26	27
Résultat de change	(14)	121
Total autres charges et produits financiers	11	123
Total	11	123

8 INFORMATION SECTORIELLE

La ventilation du chiffre d'affaires par ligne de produit et par zone géographique est présentée en note 7.1 ci-avant.

Pour des raisons commerciales, la société ne souhaite pas communiquer d'information relative au résultat opérationnel par lignes de produits ou par zones géographiques, dans la mesure où l'ensemble de ses concurrents ne sont pas soumis à une telle obligation. En conséquence, les informations chiffrées ventilées par lignes de produits ou par zones géographiques ne sont produites qu'au niveau du chiffre d'affaires.

9 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Afin d'accompagner son développement sur le marché des OLED et renforcer ses positions commerciales, Riber a ouvert début septembre 2013 une filiale en Corée du Sud.

10 PARTIES LIEES

Le Groupe n'a pas d'autre partie liée que ses dirigeants.

11 INFORMATION SUR LES RISQUES

Il n'est pas anticipé pour les six mois restants de l'exercice de risques et incertitudes autres que ceux décrits au paragraphe 12 des annexes aux comptes consolidés 2012 publiés le 22 avril 2013.

RIBER SA

Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2013

BOISSIERE EXPERTISE AUDIT

SIEGE SOCIAL: 57 RUE BOISSIERE – 75116 PARIS

TEL : +33 (0) 1 53 65 11 00 – FAX : + 33 (0) 1 45 53 96 09

SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES
CAPITAL DE 38 112 EUROS – RCS PARIS B 341 000 958

MAZARS

SIEGE SOCIAL : 61, RUE HENRI REGNAULT – 92400 COURBEVOIE

TEL : + 33 (0) 1 49 97 60 00 – FAX: + 33 (0) 1 49 97 60 01

SOCIETE ANONYME D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES
CAPITAL DE 8 320 000 EUROS – RCS NANTERRE B 784 824 153

RIBER SA

Siège Social : 31 rue Casimir Perier – 95 873 Bezons
Société Anonyme au capital de 3.091.348,96 €
N° Siren : RCS Pontoise 343 006 151

Rapport des Commissaires aux Comptes
sur l'information financière semestrielle

BOISSIERE EXPERTISE AUDIT

MAZARS

Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle

RIBER SA

*Comptes semestriels
consolidés résumés au
30 juin 2013*

Période allant du 1^{er} janvier au 30 juin 2013

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société RIBER SA, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2013, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

RIBER SA

*Comptes semestriels
consolidés résumés au
30 juin 2013*

II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Paris et à Courbevoie, le 26 septembre 2013

Les Commissaires aux Comptes

**BOISSIERE EXPERTISE
AUDIT**

TITA ZEITOUN

MAZARS

ARIANE MIGNON